

ÉDITORIAL

LA VRAIE RAISON DE L'ASSAUT CONTRE LES RETRAITES

Plus la lumière se fait sur la nature du projet de liquidation du système de retraites solidaire, plus le gouvernement patauge dans ses propres mensonges et contradictions. Le plan de communication patiemment huilé pour faire accepter ce recul de civilisation majeur, assaisonné des mots flétris « égalité », « universalité » ou « solidarité », s'enraye face à la clairvoyance d'une majorité de nos

**PATRICK
LE HYARIC**

concitoyens qui continue de soutenir le mouvement de grève lancé par les syndicats. L'universalité prétendue du système par points apparaît désormais pour ce qu'elle est : une promesse de pension croupionne, nivelée vers le bas pour tous les salariés, quel que soit leur statut, et qui rendra indispensable la recherche de gains pour financer ses vieux jours. « Au travail ! » pour les classes populaires qui n'auront d'autre choix que d'accumuler de nouveaux points après l'âge pivot, et « à la Bourse ! » pour ceux qui auront les moyens de contracter une retraite par capitalisation : voilà le vrai « projet de société » vanté par M. Macron.

Comme l'y enjoint fermement l'Union européenne, le gouvernement s'acharne avec ce projet mortifère à doper la financiarisation de l'épargne retraite. Elle représente « seulement » 230 milliards d'euros d'encours, un niveau très faible comparé aux autres pays européens et aux plus de 1700 milliards d'assurance-vie. Or l'Union européenne exige que les retraites servent de « galop d'essai » à l'unification des marchés de capitaux sur le continent.

Ce faible attrait pour l'épargne retraite serait dû, selon la communication gouvernementale, à la complexité des produits proposés. D'où la création d'un nouveau produit d'épargne retraite dans la loi Pacte, effectivement plus accessible mais aux standards de ce qui se fait de plus vorace et juteux sur les marchés financiers, avec les risques accrus. Ce désintérêt est dû, en réalité, à l'incroyable succès du système de retraites français qui garantit un niveau élevé des



ALBERT FACELLY

pensions nous permettant d'afficher un taux de pauvreté chez les retraités parmi les plus bas du monde. Démonstration est ainsi faite qu'il n'y a nul besoin de s'enchaîner au capital et à ses profits arrachés à la sueur des travailleurs pour présenter un des systèmes les plus efficaces socialement au monde, financé par les richesses produites et redistribuées sans parasitisme actionnarial, et dont le déficit – opportunément exagéré par tous

les gouvernements depuis trente ans – s'avère purement artificiel et serait aisément corrigé par des mesures volontaristes pour sécuriser le travail et l'emploi, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes et le retour au niveau antérieur de la cotisation employeur, tout en mettant à contribution les actifs financiers des entreprises et des banques.

Voilà le véritable scandale pour les capitalistes et la véritable raison de l'assaut contre les retraites. Et le gouvernement peine à s'en cacher. « L'épargne retraite doit devenir un produit phare de l'épargne des Français », s'exclamait Bruno Le Maire, le 1^{er} octobre dernier, dès qu'eut séché l'encre de son stylo au bas du décret d'application du nouveau plan d'épargne retraite, défiscalisé comme il se doit. Que ce produit financier ait été lancé juste avant l'offensive contre notre système de retraites ne doit rien au hasard : il fallait coûte que coûte pour le pouvoir donner un « signal » de confiance aux assureurs et autres fonds de pension comme aux potentiels épargnants pour garantir au nouveau produit financier un départ en fanfare. C'est ce dont témoigne la connivence du gouvernement et du président avec le fonds BlackRock, ce mastodonte nord-américain de la finance qui rêve de mettre la main sur l'épargne française et une partie de la dette publique.

Exiger le retrait de ce projet, c'est empêcher les fonds voutours de s'attaquer aux richesses produites par les travailleurs et, du même coup, mettre un frein décisif à l'entreprise macronienne de saccage de la solidarité nationale et de mise à disposition du capital financier et mondialisé des richesses du pays. ★

*Le gouvernement
s'acharne avec ce projet
mortifère à doper
la financiarisation
de l'épargne retraite.*